

## FORMULAIRE DE SIGNALEMENT

Je soussignée, \_\_\_\_\_, demande que ma réclamation à l'encontre de l'organisme de formation nommé ci-après soit instruite par le ministère en charge de la sécurité routière.

### IDENTITÉ DU RÉCLAMANT

Civilité : Madame    Monsieur  
Société / structure / représentant de la personne morale  
Nom :  
Prénom(s) :  
Courriel :  
Téléphone :  
Adresse :

Lien avec l'organisme de formation :

- Bénéficiaire de la formation,
- Financier,
- Salarié,
- Partenaire,
- Prestataire,
- Autres (Précisez):

*Conformément à l'article 5bis de l'arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audits, l'instance de labellisation prend les mesures nécessaires pour préserver la confidentialité de l'identité de la personne à l'origine du signalement.*

### ORGANISME DE FORMATION CONCERNE PAR LA RÉCLAMATION

Nom de l'organisme :  
Adresse :

Toute(s) information(s) utile(s) (SIRET, numéro de téléphone, numéro d'agrément...):

*Ce formulaire a pour objet de porter à la connaissance de l'administration toute anomalie relative au non-respect des critères du référentiel national qualité (RNQ).*

*Il concerne les certificats Qualiopi délivrés en complément du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite » ([arrêté du 26 février 2018 modifié](#)).*

## OBJET DU SIGNALEMENT

### Description détaillée de votre réclamation (**obligatoire**) :

*Précisez toutes les circonstances de la situation (contexte de la survenue, date, lieu, incidents, dysfonctionnements rencontrés etc...) :*

*Précisez les conséquences sur la qualité de la prestation / formation :*

Au sujet de la réclamation, avez-vous eu des contacts avec l'organisme de formation concerné :

- Oui
- Non

Si oui, avec quel(s) interlocuteur(s) :

Par quel(s) moyen(s) ?

- Téléphone
- Mails\*
- Courriers\*
- Réseaux sociaux\*
- Autres (*Précisez*) :

*(\*Le cas échéant, joindre une copie des échanges)*

Et à quelle(s) date(s) ?

Une réponse vous a-t-elle été apportée :

- Oui  
 Non

Si oui, laquelle :

### Avertissement juridique

- En cochant cette case, je certifie sur l'honneur l'exactitude des documents et informations fournis sur ma réclamation.

*Sachant que l'attestation pourrait être utilisée en justice, et connaissance prise des dispositions de l'article 441-7 du code pénal, réprimant l'établissement d'attestation faisant état de faits matériellement inexacts, ci-après rappelées : « [...] est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait :*

*1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; [...].*

*2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;*

*3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. »*

Fait pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à : \_\_\_\_\_ Le

Une fois complété, le formulaire est à transmettre **accompagné le cas échéant des pièces justificatives** au service en charge de l'éducation routière compétent (département du lieu d'implantation de l'école de conduite concernée par la réclamation) et en copie à l'adresse : [signalement-label-dsr@interieur.gouv.fr](mailto:signalement-label-dsr@interieur.gouv.fr)